DEPARTEMENT DES YVELINES — ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1988 — 11e CIRCONSCRIPTION

Guy MALANDAIN

51 ans. Marié. Père de six enfants.
Ingénieur autodidacte - Député des Yvelines
Maire-Adjoint d'Elancourt





Christine VILAIN

36 ans - Mariée
Mère de deux enfants
Directrice d'école maternelle
Maire-Adjoint de Trappes

POUR LA FRANCE UNIE

Madame, Monsieur,

François MITTERRAND - Président de la République, Michel ROCARD - Premier Ministre : la route est ouverte. Nous pouvons aller de l'avant vers une France plus solidaire, plus forte, plus fraternelle.

UNE FRANCE PLUS SOLIDAIRE

La première des solidarités est de donner à chacun les chances maximum de réussir sa vie. C'est pour cela que l'Education et la Formation sont nos priorités. Tout commence par là.

La deuxième des solidarités est de ne laisser personne sur le bord de la route. C'est pour cela que nous voulons créer un revenu minimum pour tous ceux qui n'ont pas d'emploi.

UNE FRANCE PLUS FORTE

Pour faire face, notre pays doit développer son économie. Briser le cercle infernal du chômage suppose une économie active. C'est l'investissement et la création de richesses qui doivent être encouragés et non pas les jeux financiers. Nous le ferons.

Mais il n'y a pas d'économie forte sans le respect et la participation des travailleurs dans l'entreprise, sans l'action constructive des syndicats. Une France plus forte c'est la dignité et le savoir faire de ses salariés et de ses entrepreneurs. Nous développerons le Droit du Travail et le dialogue contractuel.

UNE FRANCE PLUS FRATERNELLE

Les Droits de l'Homme et la République sont sont nés chez nous. Cela est notre honneur et notre responsabilité.

Notre pays doit continuer à être un modèle de tolérance et de compréhension. Tous les hommes et toutes les femmes qui vivent sur notre territoire en Métropole et Outre-Mer sont les bienvenus, s'ils respectent les lois de la République.

Madame, Monsieur, donnons au Président de la République une majorité pour gouverner.

Ensemble, reprenons le chemin du cœur et de la raison.

Nous avons confiance en vous.

Christine VILAIN — Guy MALANDAIN

Le 8 mai dernier, par une des majorités les plus fortes que l'on ait connues sous la Ve République, les Français ont réélu François MITTERRAND à la tête de l'Etat.

Cette victoire n'est ni celle d'un parti, ni un chèque en blanc. Mais c'est indiscutablement l'adhésion du pays à des valeurs et le choix de principes mis en avant par le Président de la République : la stabilité des institutions et l'impartialité de l'Etat, la solidarité et le refus des exclusions afin que nul ne soit laissé sur le bord du chemin de la modernisation économique, la formation des jeunes et l'emploi, la construction de l'Europe et le rôle actif que doit jouer la France pour la paix et le désarmement.

Ces valeurs qui sont celles de la République et de la démocratie ainsi que ces objectifs peuvent rassembler une très large majorité de Français, au-delà des clivages politiques existants.

Le Président de la République m'a fait l'honneur et la confiance de m'appeler à la tête du Gouvernement pour y réunir des hommes et des femmes de sensibilités différentes mais qui avaient en commun leur attachement aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. Quelques uns — courageux — sont venus en avant-garde de cette ouverture souhaitée par les Français. D'autres, et je le regrette, avaient refusé par avance la main qui leur était tendue.

Dès lors, pour la stabilité des pouvoirs publics, pour que le Gouvernement dispose d'une majorité stable, il n'y avait pas d'autre solution que celle consistant à donner la parole au peuple, en dissolvant l'Assemblée Nationale. M. BARRE, dont il faut saluer l'honnêteté intellectuelle, a d'ailleurs reconnu que c'était la seule solution conforme à l'esprit des institutions de la Ve République et qu'elle ne compromettait en rien l'ouverture nécessaire au lendemain des élections législatives.

Des enjeux importants nous attendent. Certains sont urgents parce que l'actualité nous presse : je pense au rétablissement du dialogue et de la paix civile en Nouvelle-Calédonie, que j'ai engagé. D'autres sont urgents parce qu'il faut les préparer sans tarder pour assurer l'avenir : la formation, le logement social, la fiscalité.

Je vous demande donc de donner au Président de la République et à mon Gouvernement la majorité parlementaire de rassemblement et d'ouverture dont nous avons besoin pour répondre aux attentes du pays, comme à son avenir.

MICHEL ROCARD
Premier Ministre
Maire de Conflans-Ste-Honorine

M. Rocard

Vu, le Candidat